



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 73.244/2
du 20 mars 2023

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
23 juin 2022 concernant la
gestion du registre central des
conventions matrimoniales, du
registre central des testaments
et du registre central
successoral en ce qui concerne
l'inscription gratuite des actes
d'hérédité établis en vue de la
transcription des biens
immeubles visés à
l'article 3.30, § 1^{er}, 7°, du
Code civil'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 73.244/2
van 20 maart 2023

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
23 juni 2022 houdende het
beheer van het centraal register
voor huwelijksovereenkomsten,
het centraal register van
testamenten en het centraal
erfrechtregister wat betreft de
kosteloze inschrijving van akten
van erfopvolging opgesteld met
het oog op de overschrijving
van onroerende goederen
bedoeld in artikel 3.30, § 1, 7°,
van het Burgerlijk Wetboek'

Le 14 mars 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 juin 2022 concernant la gestion du registre central des conventions matrimoniales, du registre central des testaments et du registre central successoral en ce qui concerne l'inscription gratuite des actes d'hérédité établis en vue de la transcription des biens immeubles visés à l'article 3.30, § 1^{er}, 7^o, du Code civil'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 mars 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 mars 2023.

*

Op 14 maart 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 juni 2022 houdende het beheer van het centraal register voor huwelijksvereenkomsten, het centraal register van testamenten en het centraal erfrechtregister wat betreft de kosteloze inschrijving van akten van erfopvolging opgesteld met het oog op de overschrijving van onroerende goederen bedoeld in artikel 3.30, § 1, 7^o, van het Burgerlijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 maart 2023.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« [...] Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat het koninklijk besluit op 1 april 2023 in werking dient te treden zodat het koninklijk besluit van 23 juni 2022 houdende het beheer van het centraal register voor huwelijksovereenkomsten, het centraal register van testamenten en het centraal erfrechtregister in overeenstemming is met het bij de wet van 30 juli 2022 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II gewijzigde artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek, dat op 1 april 2023 in werking treedt.

Artikel 4.59 werd gewijzigd door de wet van 30 juli 2022. Deze laatste werd nog gewijzigd door de wet van 6 december 2022 (B.S. 21 december 2022) ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

1. L'article 4.59 du Code civil a été remplacé par l'article 20 de la loi du 30 juillet 2022 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II', qui a fait l'objet de l'avis de la section de législation du Conseil d'État n° 71.320/1-2-3-4 donné le 7 juin 2022¹. Il dispose désormais comme suit :

« Art. 4.59. § 1^{er}. Toute personne appelée à la succession en tant que successible, ou y ayant la qualité d'héritier, ou encore en tant que légataire particulier, peut prouver cette qualité en présentant un acte ou un certificat d'hérédité.

Le conjoint survivant peut, par la présentation d'un acte ou d'un certificat d'hérédité, prouver quels droits il acquiert en vertu de son régime matrimonial à la suite de la dissolution de celui-ci par le décès, même si l'acte ou le certificat n'indique pas la dévolution de la succession de son conjoint défunt.

Un exécuteur testamentaire et un administrateur judiciaire de la succession peuvent prouver leurs pouvoirs d'administration ou de disposition à l'égard des biens de la succession par la présentation d'un acte ou d'un certificat d'hérédité.

§ 2. L'acte ou le certificat d'hérédité est établi et délivré à la demande d'une ou plusieurs des personnes visées au paragraphe 1^{er}, ou, le cas échéant, de leurs ayants droit.

¹ Doc. parl., Chambre, 2021-2022, n° 55-2774/001, pp. 137 et s.

À défaut de tout héritier et après l'accomplissement des formalités visées à l'article 4.33, alinéa 2, l'acte d'hérédité peut également être établi et délivré à la demande de l'État.

L'acte ou le certificat d'hérédité est établi par un notaire.

Si la succession du défunt est exclusivement dévolue conformément au sous-titre 4, s'il n'y a pas d'héritiers ou successibles incapables et s'il n'est pas question de dispositions de dernière volonté, d'un pacte successoral, d'une institution contractuelle ou d'une convention matrimoniale dans le chef du défunt, un acte ou un certificat d'hérédité peut également être établi et délivré par un fonctionnaire du bureau compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale.

Si la succession du défunt est acquise à l'État conformément aux dispositions du sous-titre 5 et s'il n'est pas question de dispositions de dernière volonté, d'un pacte successoral, d'une institution contractuelle ou d'une convention matrimoniale dans le chef du défunt, l'acte d'hérédité est établi par un fonctionnaire du bureau compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale.

Le notaire ou le bureau compétent de l'Administration générale de la documentation patrimoniale inscrit ses actes et certificats d'hérédité dans le registre central successoral conformément à l'article 4.126.

§ 3. Tout acte et tout certificat d'hérédité mentionnent les données suivantes :

1° du défunt : ses nom, prénoms, lieu et date de naissance, adresse et date de décès ; le cas échéant, le numéro d'identification du Registre national, le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des entreprises ;

2° la loi applicable à la succession.

§ 4. Dans la mesure requise par la loi, l'acte ou le certificat d'hérédité mentionne les données suivantes, pour autant qu'elles aient pu raisonnablement être déterminées :

1° pour toutes les personnes mentionnées au paragraphe 1^{er}, leurs nom, prénoms, lieu et date de naissance, adresse et éventuellement date de décès et, le cas échéant, le numéro d'identification du Registre national, le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des entreprises ;

2° pour les personnes mentionnées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} : si, et le cas échéant comment et quand ils ont exercé leur option héréditaire, l'étendue de leur part héréditaire, la description des biens qui leur reviennent, la nature de leurs droits et les restrictions à l'exercice de leurs droits en raison de leur incapacité, d'une mesure de protection ou d'une disposition testamentaire ;

3° le cas échéant, pour le conjoint survivant : les données relatives au mariage et au régime matrimonial, la description des biens qui lui reviennent, la nature de ses droits, et les restrictions à l'exercice de ses droits en raison de son incapacité, d'une mesure de protection ou d'une disposition testamentaire ; en outre, s'il a exercé une option quant aux droits mentionnés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et le cas échéant, comment et quand il a exercé son option, ainsi que les conséquences de celle-ci pour la transmission des biens ;

4° pour les légataires : s'ils ont et, le cas échéant quand et comment ils ont été mis en possession de leur legs, ou s'ils sont entrés en cette possession de plein droit ;

5° pour l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur judiciaire de la succession : l'étendue de ses pouvoirs et les données relatives à la disposition qui lui accorde ces pouvoirs ;

6° pour l'État : l'accomplissement des formalités visées à l'article 4.33, alinéa 2.

Lorsqu'un acte d'hérédité est établi en vue de plusieurs finalités, le notaire ou le bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale peut délivrer un extrait littéral de l'acte en vue d'une finalité déterminée. L'extrait mentionne toute l'information requise pour atteindre utilement la finalité envisagée.

L'acte ou le certificat d'hérédité destiné à la libération des avoirs du défunt doit soit être un acte ou un certificat distinct, soit faire l'objet d'un extrait conformément à l'alinéa 2, établi ou délivré exclusivement en vue de cette finalité et contenant les mentions exigées par la loi. Il ne contient les données des personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5°, que pour autant que ces personnes puissent prétendre à ces avoirs.

Dans la mesure où un acte d'hérédité constate l'acquisition pour cause de mort, visée à l'article 3.30, § 1^{er}, 7°, de droits réels portant sur des immeubles, le notaire ou le bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale peut en délivrer un extrait littéral qui sera transcrit au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale dans le ressort duquel les biens sont situés, de la manière et dans les délais prévus à l'article 3.31.

§ 5. Le notaire ou le bureau de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale peuvent refuser toute remise d'acte ou de certificat d'hérédité si les pièces présentées par la partie intéressée requérante, les déclarations faites et les recherches effectuées ne leur permettent pas de constater avec certitude les données qui sont requises par le paragraphe 3 ou qui sont requises conformément au paragraphe 4 en raison des finalités pour lesquelles l'acte ou le certificat devrait être délivré.

§ 6. Toutes les personnes désignées dans l'acte ou le certificat d'hérédité sont censées avoir la qualité qui est mentionnée dans l'acte ou le certificat, et pouvoir exercer les droits et les pouvoirs qui y sont rattachés.

Toute personne agissant de bonne foi sur la base de l'information mentionnée dans l'acte ou le certificat d'hérédité avec une personne désignée dans cet acte ou ce certificat, est censée agir avec une personne ayant la qualité mentionnée dans cet acte ou ce certificat.

Sauf disposition légale contraire, le paiement des avoirs du défunt est libératoire s'il est fait par le débiteur de bonne foi, soit aux ou sur instruction des personnes désignées par cet acte ou ce certificat d'hérédité comme étant celles qui y ont droit, soit à ou sur instruction d'un mandataire judiciaire.

Le respect des dispositions prévues au présent paragraphe n'exempte en aucun cas le débiteur d'éventuelles autres obligations légales prescrites pour le déblocage de ces avoirs.

§ 7. Le Roi peut, pour les actes d'hérédité établis par un fonctionnaire de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale :

1° déterminer les formes matérielles de l'acte ;

2° déterminer les modalités relatives à la délivrance des expéditions et extraits de cet acte ;

3° déterminer les modalités relatives à la légalisation de l'acte ;

4° déterminer des modalités complémentaires nécessaires pour garantir l'immutabilité, la confidentialité et la conservation de l'acte ;

5° déterminer les formes matérielles et le contenu de chaque demande d'acte d'hérédité. Il peut prescrire l'utilisation de formulaires dont Il détermine le modèle et déterminer si la demande peut ou doit être présentée de manière dématérialisée et les modalités de sa présentation.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°, s'appliquent également aux certificats d'hérédité établis par le bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale conformément au présent article. Le Roi peut déterminer que ces certificats peuvent ou doivent être délivrés de manière dématérialisée, ainsi que les modalités de leur délivrance ».

L'article 20 de la loi du 30 juillet 2022 figure dans le chapitre 6 de cette loi. Conformément à l'article 70, alinéa 1^{er}, de cette loi, le chapitre 6 est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2022.

2. L'article 20 de la loi du 30 juillet 2022 a encore été modifié par l'article 62 de la loi du 6 décembre 2022 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme IIbis'. Cette loi du 6 décembre 2022 est le deuxième train du projet qui a fait l'objet de l'avis 71.320/1-2-3-4 précité. Ce deuxième train n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation.

L'article 62 de la loi du 6 décembre 2022 dispose comme suit :

« À l'article 20 de la loi du 30 juillet 2022 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 4.59 du Code civil, il est inséré un intitulé 'Actes ou certificats d'hérédité' ;

2° à l'article 4.59, § 1^{er}, du même Code, dans l'alinéa 1^{er}, le mot 'Toute' est remplacé par les mots 'Sans préjudice des autres moyens de preuve, toute' et dans l'alinéa 2, les mots 'Le conjoint' sont remplacés par les mots 'Sans préjudice des autres moyens de preuve, le conjoint' ».

L'article 62 de la loi du 6 décembre 2022, qui figure dans le chapitre 15 de cette loi, entre en vigueur, selon l'article 74, alinéa 2, de cette loi, à une date à déterminer par le Roi et au plus tard le 1^{er} avril 2023.

3. Il apparaît donc que l'article 62 de la loi du 6 décembre 2022 modifie une disposition modificative déjà entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2022.

Le Service juridique de la chambre a formulé l'observation suivante à l'occasion de la discussion, au sein de la Commission de la Justice de la Chambre, du projet devenu la loi du 6 décembre 2022 :

« 1. Le chapitre 14 du projet de loi vise à apporter plusieurs modifications à la loi du 30 juillet 2022 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II' et, ce faisant, modifiera à nouveau certaines dispositions modificatives de la loi du 30 juillet 2022.

Conformément à l'article 70 de la loi du 30 juillet 2022, ces dispositions modificatives entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} novembre 2022. Bien que l'article 69 (nouveau) du présent projet de loi vise à reporter cette entrée en vigueur au 1^{er} avril 2023 au plus tard, le projet de loi ne sera pas devenu loi avant le 1^{er} novembre 2022, par conséquent, l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 2022 à cette date n'aura pas été reportée au 1^{er} avril 2023, et donc les dispositions modificatives visées aux chapitres 6, 9, 12 et 14 de la loi du 30 juillet 2022 entreront en vigueur et prendront effet le 1^{er} novembre 2022.

La technique utilisée pour modifier les dispositions modificatives, combinée à une entrée en vigueur inévitable au 1^{er} novembre 2022, pose problème d'un point de vue légistique :

‘Dès qu’une disposition modificative d’un acte originel entre en vigueur, elle épuise instantanément tous ses effets : si elle a pour objet un remplacement, un ajout ou une insertion dans l’acte originel, son contenu s’y incorpore immédiatement et si elle a pour objet une suppression dans l’acte originel, cette suppression y est immédiatement effective. En d’autres termes, dès qu’elle est entrée en vigueur, la disposition modificative n’est plus susceptible de produire un quelconque effet nouveau ; elle est comparable à une boîte vide. Par conséquent, il ne sert à rien d’abroger ou de modifier une disposition modificative qui est entrée en vigueur : ces opérations arrivent trop tard. En réalité, toute abrogation ou modification nouvelle doit être directement effectuée dans l’acte originel lui-même, tel que modifié’.

Par conséquent, le 1^{er} novembre 2022, le chapitre 14 du projet de loi (articles 59 à 69) deviendra sans objet dans sa forme actuelle. La meilleure façon de reformuler ces articles est de faire en sorte que les modifications souhaitées soient apportées directement dans les textes originaux – tels que modifiés par la loi du 30 juillet 2022 »².

Le Service juridique de la Chambre cite ainsi le *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* adopté par l'Assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État³.

Le Ministre de la Justice a rétorqué ce qui suit à cette analyse :

« [...] [C]ette interprétation ne semble pas tenir suffisamment compte de l'article 69 (nouveau) du projet de loi. L'article 70 de la loi du 30 juillet 2022, tel que modifié par l'article 69 (nouveau) du projet de loi, prévoit que l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 30 juillet 2022 est reportée rétroactivement au 1^{er} avril 2023. Par ailleurs, l'article 72, alinéa 2 (nouveau), du projet de loi dispose que l'article 69 (nouveau) entrera en vigueur le 31 octobre 2022, c'est-à-dire avant que les dispositions modificatives de la loi du 30 juillet 2022 aient produit leurs effets.

² Rapport de la deuxième lecture fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre sur notamment le projet devenu la loi du 6 décembre 2022, *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-2824/008, pp. 4 et 5.

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 128.

Cela conduit *de facto* à la situation suivante :

- toutes les dispositions relatives à l'article 4.59 (qui figurent dans la loi du 30 juillet 2022 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II) sont entrées temporairement en vigueur le 1^{er} novembre 2022 ;
- la publication du projet de loi à l'examen aura pour effet de reporter l'entrée en vigueur des dispositions concernées de la loi du 30 juillet 2022 (articles 19, 20, 21, 22, 23 et 25 et chapitres 9, 12 et 14) au 1^{er} avril 2023, avec effet rétroactif. Ces dispositions de la loi du 30 juillet 2022 ne seront donc plus en vigueur à compter de la publication du projet de loi. Elles seront modifiées par le projet de loi et entreranno à nouveau en vigueur le 1^{er} avril 2023, avec les modifications apportées »⁴.

4. Effectivement, l'article 71 de la loi du 6 décembre 2022 remplace l'article 70 de la loi du 30 juillet 2022, qui dispose désormais que l'article 20 de cette loi entre en vigueur à une date à déterminer par le Roi et au plus tard le 1^{er} avril 2023. Conformément à l'article 74, alinéa 3, de la loi du 6 décembre 2022, cet article 71 est entré rétroactivement en vigueur le 31 octobre 2022.

L'article 4.59 du Code civil, remplacé par l'article 20 de la loi du 30 juillet 2022 et modifié par l'article 62 de la loi du 6 décembre 2022, entrera en vigueur le 1^{er} avril 2023.

La justification de l'urgence est dès lors admissible.

FONDEMENT LÉGAL

L'article 2, § 3, en projet de l'arrêté royal du 23 juin 2022 'concernant la gestion du registre central des conventions matrimoniales, du registre central des testaments et du registre central successoral' (article 1^{er} du projet) et le complément apporté à l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté royal par l'article 2 du projet trouvent leurs fondements juridiques dans l'article 108 de la Constitution combiné avec l'article 4.59, § 2, alinéa 6, du Code civil, remplacé par la loi du 30 juillet 2022.

Il y a donc lieu :

- d'insérer un nouvel alinéa 1^{er} au préambule visant l'article 108 de la Constitution ;
- de compléter l'alinéa 1^{er}, devenant l'alinéa 2, du préambule par un visa de l'article 4.59, § 2, alinéa 6, du Code civil, remplacé par la loi du 30 juillet 2022.

*

⁴ Rapport de la deuxième lecture fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre sur notamment le projet devenu la loi du 6 décembre 2022, *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-2824/008, p. 5.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“(…) Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat het koninklijk besluit op 1 april 2023 in werking dient te treden zodat het koninklijk besluit van 23 juni 2022 houdende het beheer van het centraal register voor huwelijksvereenkomsten, het centraal register van testamenten en het centraal erfrechtregister in overeenstemming is met het bij de wet van 30 juli 2022 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II gewijzigde artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek, dat op 1 april 2023 in werking treedt.

Artikel 4.59 werd gewijzigd door de wet van 30 juli 2022. Deze laatste werd nog gewijzigd door de wet van 6 december 2022 (B.S. 21 december 2022).”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. Artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek is vervangen bij artikel 20 van de wet van 30 juli 2022 ‘om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II’, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 7 juni 2022 advies 71.320/1-2-3-4 gegeven heeft.¹ Dat artikel luidt van toen af aan als volgt:

“Art. 4.59. § 1. Al wie als erfgerechtigde tot een nalatenschap geroepen is of daarin de hoedanigheid van erfgenaam heeft, dan wel als bijzondere legataris daarin gerechtigd is, kan deze hoedanigheid bewijzen door een akte of attest van erfopvolging voor te leggen.

De langstlevende echtgenoot kan door voorlegging van een akte of attest van erfopvolging bewijzen welke rechten hij krachtens zijn huwelijksstelsel verkrijgt als gevolg van de ontbinding ervan door het overlijden, zelfs indien de akte of attest de devolutie van de nalatenschap van zijn overleden echtgenoot niet vermeldt.

Een testamentuitvoerder en een gerechtelijk aangewezen beheerder van de nalatenschap kunnen hun bevoegdheden om de goederen van de nalatenschap te beheren of om daarover te beschikken, bewijzen door een akte of een attest van erfopvolging voor te leggen.

¹ Parl.St. Kamer 2021-22, nr. 55-2774/001, 137 e.v.

§ 2. De akte of het attest van erfopvolging wordt opgemaakt en afgeleverd op verzoek van een of meer van de in de paragraaf 1 bedoelde personen, of, desgevallend, hun rechtsopvolgers.

Bij gebreke van erfgenamen en na het vervullen van de in artikel 4.33, tweede lid, bedoelde formaliteiten, kan de akte van erfopvolging ook opgemaakt en afgeleverd worden op verzoek van de Staat.

De akte of het attest van erfopvolging wordt opgesteld door een notaris.

Indien de nalatenschap van de erflater uitsluitend wordt vererfd overeenkomstig ondertitel 4, indien er geen onbekwame erfgenamen of erfgerechtigden zijn en indien er geen uiterste wilsbeschikking, geen erfovereenkomst, geen contractuele erfstelling of geen huwelijksovereenkomst is in hoofde van de erflater, kan een akte of een attest van erfopvolging ook worden opgemaakt en afgeleverd door een ambtenaar van het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie.

Indien de nalatenschap van de erflater vervalt aan de Staat overeenkomstig de bepalingen van ondertitel 5, en indien er geen uiterste wilsbeschikking, geen erfovereenkomst, geen contractuele erfstelling of geen huwelijksovereenkomst in hoofde van de erflater is, wordt de akte van erfopvolging opgemaakt door een ambtenaar van het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie.

De notaris of het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie schrijft zijn akten en attesten van erfopvolging in het centraal erfrechtregister in overeenkomstig artikel 4.126.

§ 3. Iedere akte en ieder attest van erfopvolging vermeldt de volgende gegevens:

1° van de erflater: de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte, adres en datum van overlijden; in voorkomend geval, het identificatienummer van het Rijksregister, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of het identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° het op de nalatenschap toepasselijk recht.

§ 4. Voor zover vereist door de wet, vermeldt de akte of het attest van erfopvolging ook de volgende gegevens, voor zover ze redelijkerwijze konden worden achterhaald:

1° van alle personen vermeld in paragraaf 1: de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte, adres, eventueel de datum van overlijden, en in voorkomend geval het identificatienummer van het Rijksregister, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of het identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° van de personen vermeld in paragraaf 1, eerste lid: of, en in voorkomend geval hoe en wanneer ze hun erfkeuze hebben uitgeoefend, de omvang van het erfdeel, de omschrijving van de goederen die hen toekomen, de aard van hun rechten, en de beperkingen op de uitoefening van die rechten die het gevolg zijn van onbekwaamheid, van een beschermingsmaatregel of van een testamentaire beschikking;

3° in voorkomend geval van de langstlevende echtgenoot: de gegevens over hun huwelijk en hun huwelijksstelsel, de omschrijving van de goederen die hem toekomen, de aard van zijn rechten, en de beperkingen op de uitoefening van die rechten die het gevolg zijn van onbekwaamheid, van een beschermingsmaatregel of van een testamentaire beschikking; tevens of hij een keuze heeft uitgeoefend omtrent de rechten vermeld in paragraaf 1, tweede lid, en in voorkomend geval hoe en wanneer hij die keuze heeft uitgeoefend, evenals de gevolgen daarvan voor wat de overgang van goederen betreft;

4° van de legatarissen: of en, in voorkomend geval, hoe en wanneer ze in het bezit van hun legaat zijn gesteld, dan wel dat ze van rechtswege in dat bezit zijn getreden;

5° van de testamentuitvoerder of de gerechtelijk aangestelde beheerder van de nalatenschap: de omvang van zijn bevoegdheden en de gegevens met betrekking tot de beschikking die hem deze bevoegdheden verlenen;

6° van de Staat: de vervulling van de in artikel 4.33, tweede lid, bedoelde formaliteiten.

De notaris of het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie kan, wanneer een akte van erfopvolging voor verschillende doeleinden wordt opgesteld, een letterlijk uittreksel van de akte afleveren voor een bepaald doel. Het uittreksel bevat alle informatie die vereist is om de beoogde doelstelling te bereiken.

De akte of het attest van erfopvolging bestemd voor de vrijgave van tegoeden moet ofwel een afzonderlijke akte of attest zijn, ofwel het onderwerp zijn van een in het tweede lid bedoelde uittreksel, uitsluitend voor deze doelstelling opgemaakt of afgeleverd, met de door de wet vereiste vermeldingen. Het bevat de gegevens van de personen vermeld in het eerste lid, 1° tot 5°, enkel voor zover deze personen op deze tegoeden gerechtigd zijn.

In de mate waarin een akte van erfopvolging de verkrijging van zakelijke rechten ter zake des doods vaststelt met betrekking tot onroerende goederen zoals bedoeld in artikel 3.30, § 1, 7°, mag de notaris of het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van die akte een letterlijk uittreksel afleveren dat zal worden overgeschreven op het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van het rechtsgebied waarbinnen de goederen gelegen zijn, op de wijze en binnen de termijnen bedoeld in artikel 3.31.

§ 5. De notaris en het kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie kunnen de aflevering van een akte of een attest van erfopvolging weigeren indien zij aan de hand van de door de verzoekende belanghebbende voorgelegde stukken, de gedane verklaringen en de door hen verrichte opzoeken, niet met zekerheid de gegevens kunnen vaststellen die vereist zijn door paragraaf 3 of die overeenkomstig paragraaf 4 nodig zijn omwille van de doeleinden waarvoor de akte of het attest zou worden afgegeven.

§ 6. Alle personen die in de akte of het attest van erfopvolging zijn vermeld, worden geacht de in de akte of het attest vermelde hoedanigheid te hebben, en de daaraan verbonden rechten en bevoegdheden te kunnen uitoefenen.

Eenieder die te goeder trouw handelt op grond van de in de akte of het attest van erfopvolging vermelde informatie met een persoon die in de akte of het attest wordt vermeld, wordt geacht te handelen met een persoon die de in de akte of het attest vermelde hoedanigheid heeft.

Behoudens andersluidende wettelijke bepaling, is de betaling van tegoeden van de erflater bevrijdend, indien de schuldenaar daar te goeder trouw toe overgaat, ofwel aan of op instructie van de personen die in de akte of het attest van erfopvolging zijn aangewezen als degene die op deze tegoeden gerechtigd zijn, ofwel aan of op instructie van een gerechtsmandataris.

De naleving van de regels in deze paragraaf vermeld, ontslaat de schuldenaar niet van eventuele andere wettelijke verplichtingen voorgeschreven voor de deblokkering van deze tegoeden.

§ 7. De Koning kan voor de akten van erfopvolging opgesteld door een ambtenaar van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie:

- 1° de materiële vormen van de akte bepalen;
- 2° de nadere regels inzake de aflevering van uitgiften en uittreksels van de akte bepalen;
- 3° de nadere regels inzake de legalisatie van de akte bepalen;
- 4° bijkomende modaliteiten bepalen die nodig zijn om de onveranderlijkheid, de vertrouwelijkheid en de bewaring van de akten te waarborgen;
- 5° de materiële vormen en de inhoud bepalen van iedere aanvraag om een akte van erfopvolging. Hij kan het gebruik voorschrijven van formulieren waarvan Hij het model bepaalt en bepalen of de aanvraag op een gedematerialiseerde wijze kan of moet worden ingediend alsmede de nadere regels van haar indiening.

De bepalingen van het eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5°, gelden eveneens voor de attesten van erfopvolging opgesteld door het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie overeenkomstig dit artikel. De Koning kan bepalen dat deze attesten op een gedematerialiseerde wijze kunnen of moeten worden afgeleverd, alsmede de nadere regels van hun aflevering.”

Artikel 20 van de wet van 30 juli 2022 maakt deel uit van hoofdstuk 6 van die wet. Overeenkomstig artikel 70, eerste lid, van die wet is dat hoofdstuk 6 in werking getreden op 1 november 2022.

2. Artikel 20 van de wet van 30 juli 2022 is nog gewijzigd bij artikel 62 van de wet van 6 december 2022 ‘om justitie menselijker, sneller en straffer te maken IIbis’. Die wet van 6 december 2022 is het tweede maatregelenpakket van het ontwerp waarover voornoemd advies 71.320/1-2-3-4 gegeven is. Dat tweede maatregelenpakket is echter niet om advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

Artikel 62, van de wet van 6 december 2022 luidt als volgt:

“In artikel 20 van de wet van 30 juli 2022 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek wordt aangevuld met een opschrift, luidende ‘Akten of attesten van erfopvolging’;
- 2° in artikel 4.59, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt in het eerste lid het woord ‘Al’ vervangen door de woorden ‘Zonder afbreuk te doen aan de andere bewijsmiddelen, kan al’, wordt het woord ‘kan’ opgeheven en worden in het tweede lid de woorden ‘De langstlevende echtgenoot kan’ vervangen door de woorden ‘Zonder afbreuk te doen aan de andere bewijsmiddelen, kan de langstlevende echtgenoot’.”

Artikel 62 van de wet van 6 december 2022, dat deel uitmaakt van hoofdstuk 15 van die wet, treedt, volgens artikel 74, tweede lid, van die wet, in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 april 2023.

3. Artikel 62 van de wet van 6 december 2022 blijkt dus te strekken tot wijziging van een wijzigingsbepaling die reeds op 1 november 2022 in werking getreden is.

De Juridische Dienst van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de volgende opmerking geformuleerd ter gelegenheid van de bespreking, binnen de Commissie voor Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het ontwerp dat tot de wet van 6 december 2022 geleid heeft:

“1. Hoofdstuk 14 van het wetsontwerp beoogt verschillende wijzigingen door te voeren in de wet van 30 juli 2022 ‘om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II’ en zal, op die wijze, bij de wet van 30 juli 2022 bepaalde wijzigingsbepalingen opnieuw wijzigen.

Op grond van artikel 70 van de wet van 30 juli 2022 zullen die wijzigingsbepalingen evenwel uiterlijk op 1 november 2022 in werking treden en uitwerking krijgen. Hoewel artikel 69 (nieuw) van dit wetsontwerp die inwerkingtreding beoogt uit te stellen tot uiterlijk 1 april 2023, zal het wetsontwerp niet vóór 1 november 2022 wet zijn geworden, zal de inwerkingtreding van de wet van 30 juli 2022 op die dag dus niet zijn uitgesteld tot 1 april 2023 en zullen de wijzigingsbepalingen bedoeld in de hoofdstukken 6, 9, 12 en 14 van de wet van 30 juli 2022 dan ook op 1 november 2022 in werking treden en uitwerking krijgen.

De gehanteerde techniek om wijzigingsbepalingen te wijzigen, gekoppeld aan een onvermijdelijke inwerkingtreding op 1 november 2022, is vanuit wetgevingstechnisch oogpunt problematisch:

‘Zodra een bepaling tot wijziging van een oorspronkelijke tekst in werking treedt, is ze ogenblikkelijk uitgewerkt: als ze een vervanging, toevoeging of invoeging in de oorspronkelijke tekst betreft, wordt de inhoud van de wijzigingsbepaling onmiddellijk in de tekst opgenomen; als ze een opheffing in de oorspronkelijke tekst betreft, is de opheffing onmiddellijk werkelijkheid in die tekst. Met andere woorden: zodra een wijzigingsbepaling in werking is getreden, kan ze geen nieuwe uitwerking meer hebben; ze is vergelijkbaar met een lege doos. Het is dus zinloos een wijzigingsbepaling die in werking is getreden op te heffen of te wijzigen: die moeite komt te laat. In werkelijkheid moeten alle nieuwe opheffingen of wijzigingen rechtstreeks in de (gewijzigde) oorspronkelijke tekst zelf gebeuren.’

Op 1 november 2022 wordt hoofdstuk 14 van het wetsontwerp (de artikelen 59 tot 69) in zijn huidige vorm dan ook zonder voorwerp. Die artikelen kunnen best zo geherformuleerd worden dat de beoogde wijzigingen meteen in de oorspronkelijke teksten – zoals gewijzigd bij de wet van 30 juli 2022 – worden aangebracht.”²

De Juridische Dienst van de Kamer citeert aldus uit de *Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten* die door de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State aangenomen is.³

² Verslag van de tweede zitting namens de Commissie voor Justitie van de Kamer betreffende onder meer het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 6 december 2022, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-2824/008, 4 en 5.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 128.

De minister van Justitie heeft op die analyse het volgende geantwoord:

“(…) [D]e interpretatie die wordt gegeven (…) [, lijkt] onvoldoende rekening (…) te houden met artikel 69 (nieuw) van het wetsontwerp. Artikel 70 van de wet van 30 juli 2022, zoals gewijzigd bij artikel 69 (nieuw) van het wetsontwerp bepaalt dat de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 30 juli 2022 retroactief wordt uitgesteld tot 1 april 2023. Bovendien bepaalt artikel 72, tweede lid, (nieuw) van het wetsontwerp dat artikel 69 (nieuw) in werking treedt op 31 oktober 2022, dus voordat de wijzigingsbepalingen van de wet van 30 juli 2022 uitwerking hebben gekregen.

Dit leidt *de facto* tot de volgende situatie:

– alle bepalingen met betrekking tot artikel 4.59 (die in de wet van 30 juli 2022 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II staan) zijn tijdelijk wel in werking getreden op 1 november 2022;

– na de bekendmaking van het ter bespreking voorliggende wetsontwerp zal de inwerkingtreding van de betrokken bepalingen van de wet van 30 juli 2022 (artikelen 19, 20, 21, 22, 23 en 25 en de hoofdstukken 9, 12 en 14) worden uitgesteld tot 1 april 2023, met terugwerkende kracht. Deze bepalingen van de wet van 30 juli 2022 zullen dus vanaf de bekendmaking van dit wetsontwerp niet meer in werking zijn, worden gewijzigd door dit wetsontwerp en zullen op 1 april 2023 opnieuw in werking treden met de aangebrachte wijzigingen.”⁴

4. Bij artikel 71 van de wet van 6 december 2022 wordt artikel 70 van de wet van 30 juli 2022 inderdaad vervangen door een nieuwe tekst naar luid waarvan artikel 20 van die wet in werking treedt op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 april 2023. Overeenkomstig artikel 74, derde lid, van de wet van 6 december 2022 heeft dat artikel 71 met terugwerkende kracht uitwerking gekregen met ingang van 31 oktober 2022.

Artikel 4.59 van het Burgerlijk Wetboek, zoals dat artikel vervangen is bij artikel 20 van de wet van 30 juli 2022 en gewijzigd is bij artikel 62 van de wet van 6 december 2022, treedt in werking op 1 april 2023.

De motivering van de spoedeisendheid kan derhalve aanvaard worden.

RECHTSGROND

Het ontworpen artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 23 juni 2022 ‘houdende het beheer van het centraal register voor huwelijksvereenkomsten, het centraal register van testamenten en het centraal erfrechtregister’ (artikel 1 van het ontwerp) en de in artikel 2 van het ontwerp vervatte aanvulling van artikel 7, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit ontleen hun rechtsgrond aan artikel 108 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 4.59, § 2, zesde lid, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juli 2022.

⁴ Verslag van de tweede zitting namens de Commissie voor Justitie van de Kamer betreffende onder meer het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 6 december 2022, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-2824/008, 5.

In de aanhef dient derhalve:

– een nieuw eerste lid ingevoegd te worden waarin verwezen wordt naar artikel 108 van de Grondwet;

– het eerste lid, dat het tweede lid wordt, aangevuld te worden met een verwijzing naar artikel 4.59, § 2, zesde lid, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juli 2022.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT